

Projet GOCO₂

Concertation préalable

Foire de Blain

Compte-rendu synthétique

Mardi 7 octobre 2025, de 9h00 à 12h30, Place Jean Guihard

Représentants de la maîtrise d'ouvrage

- **Teo GERAUDIE**, Chargé d'affaires publiques, Lafarge Ciments
- **Vincent LELONG**, Responsable de la décarbonation, Lhoist
- **Christophe TASTARD**, Directeur de projets H₂ et CO₂, NaTran

Garante et garants désignés par la Commission nationale du débat public (CNDP)

- **Jean-Pierre BOMPARD**
- **Marc NAVEZ**
- **Catherine TREBAOL**



Contexte et objectifs de la rencontre

Cette présence à la foire de Blain s'inscrivait dans le cadre de la concertation préalable du projet GOCO₂. L'objectif était d'informer, d'écouter et de répondre aux questions du public sur le projet et sur le dispositif de concertation. Cette rencontre a également été l'occasion d'annoncer les rencontres à venir sur le territoire, notamment :

- le marché de Nozay, prévu le 25 octobre,
- l'atelier territorial « entre Nozay et Montoir-de-Bretagne en Loire-Atlantique », prévu le mercredi 12 novembre à Nozay,
- l'atelier thématique « agriculture », prévu le mardi 2 décembre à Erbray,
- l'atelier thématique « technique des canalisations », prévu le mercredi 3 décembre à Ancenis,
- la réunion publique « Terminal CO₂ », prévue le jeudi 4 décembre à Montoir-de-Bretagne.

Plusieurs documents de la concertation ont été distribués au cours de la rencontre.



Teneur générale des échanges

Dans la matinée, les maîtres d'ouvrage ont rencontré une vingtaine de riverains.

Les retours ont été plutôt neutres, avec par moments des marques de soutien : « *il faut agir dès maintenant, le captage est l'une des solutions* ». Une même préoccupation a traversé les échanges : « *le projet peut-il réellement aboutir dans le contexte politique actuel ?* ». Certains le jugent vertueux, mais difficilement réalisable aujourd'hui en raison de l'instabilité.

D'ailleurs, plusieurs participants ont demandé en quoi le projet les concernait directement en tant que « *citoyens ordinaires* ». Le calendrier de la concertation préalable coïncidant avec la campagne électorale, a en outre été jugé peu propice à un débat serein par l'une des personnes rencontrées.

Les coûts du projet ont également fait l'objet de plusieurs questions, tout comme la part de financements publics. Certains redoutent que le niveau d'investissement puisse freiner les industriels : « *c'est tellement cher, c'est dommage que ce soit si long et coûteux à mettre en œuvre car c'est une solution prometteuse* ». Malgré les doutes sur la durée de déploiement, certains y voient un projet d'avenir : « *ça a l'air long à développer, mais c'est très bien pour les jeunes* ».

Une large part des échanges a porté sur le stockage du CO₂ : techniques, profondeur, devenir à long terme, et retours d'expérience. La question du stockage offshore a suscité des précisions (niveau de maîtrise, conditions et contrôles). Certains ont exprimé une réticence à « envoyer ailleurs », une sorte de saturation du « not in my backyard » : « *l'idée est bonne, mais on envoie tout ailleurs... ne peut-on pas enfouir en France plutôt que de jeter nos déchets à l'étranger ?* ».

La finalité du CO₂ capté a aussi été discutée : réutiliser/valoriser avant le stockage apparaît, pour beaucoup, comme une piste souhaitable venant compléter le stockage. Des demandes de pédagogie sur le cycle du carbone et la répartition des coûts (« qui paye ? ») ont émergé. Le bilan carbone global du projet a été demandé, ainsi qu'une clarification du périmètre couvert : quel « scope » est touché par les réductions (émissions directes/indirectes) ?

Des éclairages ont été demandés sur l'ordre de grandeur de 2,2 millions de tonnes de CO₂/an (à quoi cela correspond concrètement ? quelle part des émissions ?).

De nombreuses questions ont également visé les canalisations : diamètres, profondeurs, emprise au sol, visibilité en surface et sécurité.

Les participants ont par ailleurs interrogé la nature des entreprises impliquées (sont-elles françaises ? s'agit-il de gros émetteurs ?) et la répartition des rôles au sein du projet.

Des comparaisons avec les pays d'Europe ont été demandées : où en sont nos voisins, notamment l'Allemagne, sur le CCUS ? Existe-t-il des projets comparables dont s'inspirer ?

Certains ont questionné l'opportunité du projet : « *pour décarboner, ne faudrait-il pas produire moins ?* ». D'autres ont interrogé la possibilité de construire différemment, sans recourir systématiquement au béton, et la place des solutions de valorisation du CO₂ (réutilisation, production d'énergie).

